



**Déclaration FORCE OUVRIERE
Groupe AREVA et EDF bassin du Tricastin**

**Entrevue avec Monsieur le Président de la République
vendredi 25 novembre 2011**

Monsieur le Président

La position de FO en matière de politique Energétique est bien connue et ne souffre d'aucune ambiguïté.

FO défend la production d'électricité à partir d'un « **mixte énergétique** » qui associe une part du nucléaire, du charbon, du gaz et des énergies renouvelables comme l'hydraulique, le photovoltaïque ou l'éolien. La recherche aussi doit occuper une place centrale du dispositif.

Pour FO les équilibres entre ces divers types de production doivent se faire à l'aune de la complémentarité, de leur disponibilité à produire 24 h sur 24 et 365 Jours sur 365, du coût pour les Français, de l'impact environnemental par rapport aux engagements internationaux (effets de serre), des développements à l'international, de la réalité sous tous ses aspects, d'éventuelles sources de productions alternatives. Sans oublier les économies d'énergie.

Pour FO, l'accès à l'énergie est un facteur de progrès et d'égalité pour tous les citoyens ; c'est pourquoi et plus particulièrement :

- FO revendique que sa production et sa distribution soient le fait d'organismes publics,
- FO soutient le développement de la filière industrielle nucléaire française, **la plus sûre possible**. La mise en place du Comité stratégique de filière que nous avons demandé dès avril 2011 nous paraît positive.

Ces rappels de bon sens étant faits :

- FO ne peut se satisfaire des conditions de travail de milliers de salariés intervenant dans le nucléaire qui sont à la fois inégaux, insuffisantes et parfois indignes. **Il y a donc urgence à ouvrir un chantier quant au traitement définitif de la situation sociale des salariés prestataires.** En effet le composant « facteur humain » est partie intégrante de la sûreté et dans ce domaine, la responsabilité est aussi collective, donc des pouvoirs publics.

FO rappelle que l'acceptation du nucléaire par les citoyens, repose sur un haut niveau de sûreté et de sécurité, sans oublier la transparence de tous les exploitants nucléaires.

FO souhaite la renationalisation totale d'EDF et d'AREVA. L'énergie nucléaire dans ses investissements, son entretien et sa durée de vie ne doivent pas dépendre des fluctuations de la loi des marchés.

Nous ne pouvons passer sous silence, Monsieur le Président, des domaines où vous avez votre part de responsabilité, parfois une responsabilité totale, comme l'ouverture accrue et parfois exacerbée à la concurrence, l'ouverture du capital, la dérèglementation du marché énergétique, sa complexité, sous couvert maintenant de loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché Électrique) qui **ne font qu'accroître les prix, dégrader la situation des salariés de nos entreprises et inquiéter les consommateurs et /ou usagers selon les termes employés. Nous n'oublions pas non plus la réforme des retraites qui aggrave le sentiment d'injustice, car réellement injuste et toujours inachevée.**

Nous sommes à la croisée des chemins, Monsieur le Président (choix énergétiques, certes, mais aussi orientations, Françaises, Européennes doivent être réinterrogées sans tabou... À défaut, c'est de déficit de confiance généralisé dont il faudra parler très rapidement.

S'agissant des entreprises EDF et AREVA, FO souhaite également que l'Etat actionnaire joue pleinement son rôle en valorisant les complémentarités des deux entreprises plutôt qu'en laissant se développer parfois des querelles stériles de concurrence.

FO s'opposera à toute mesure pouvant remettre en cause directement ou indirectement la sûreté des installations et la sécurité des salariés, sans oublier les populations environnantes, ainsi que toute mesure obérant la capacité des entreprises à conquérir de nouveaux marchés.

Pour les syndicats FO d'EDF, et d'AREVA, Mr le Président, nous ne nous laisserons jamais enfermer dans des choix, visions ou analyses binaires.

Par ailleurs, Monsieur le Président, **la voix des salariés**, sans lesquels ces entreprises n'existeraient pas, **doit être entendue**. Parler de « dialogue social » à tous les niveaux est une bonne chose si les décideurs, quels qu'ils soient, acceptent de répondre aussi par la négociation aux légitimes revendications et que sans tabou, quant nous parlions de tabou précédemment, une répartition plus importante de la richesse devienne une réalité palpable pour tous les salariés.

Libres, indépendants et déterminés, nous sommes et nous resterons, Monsieur le Président.